Gérald Fortin (1928-1997)

sociologue, département de sociologie, Université Laval

(1991)

“La société démocratique de participation”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Gérald Fortin, “**La société démocratique de participation**”. Un article publié dans l’ouvrage sous la direction de Jacques T. Godbout, **La participation politique. Leçons des dernières décennies**, chapitre 2, pp. 33-40. Québec : Institut québécois de la culture, 1991, 301 pp. Collection : Questions de culture.

M. Gérald Fortin (1928 -1997) était sociologue à l’Université Laval.

Mme Andrée Fortin, fille aînée de M. Gérald Fortin, décédé, nous a accordé le 6 janvier 2004 son autorisation, à titre d’ayant droit des œuvres de son père, l’autorisation de diffuser la totalité de l’œuvre de son père, M. Gérald Fortin. Mme Fortin est professeure de sociologie à l’Université Laval et directrice de la revue *Recherches sociographiques*.

andree.fortin@soc.ulaval.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 8 mai 2005 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Province de Québec, Canada.

Gérald Fortin,

“La société démocratique de participation”.

Un article publié dans l’ouvrage sous la direction de Jacques T. Godbout, **La participation politique. Leçons des dernières décennies**, chapitre 2, pp. 33-40. Québec : Institut québécois de la culture, 1991, 301 pp. Collection : Questions de culture.

Gérald Fortin,

“La société démocratique de participation”. *

Un article publié dans l’ouvrage sous la direction de Jacques T. Godbout, **La participation politique. Leçons des dernières décennies**, chapitre 2, pp. 33-40. Québec : Institut québécois de la culture, 1991, 301 pp. Collection : Questions de culture.

Jacques-T. Godbout : J'aimerais d'abord que vous nous rappeliez comment vous en êtes arrivé à élaborer un modèle de participation à la fin des années 1960.

Gérald Fortin : Je voudrais préciser que ce n'est pas un modèle de participation, mais un modèle de société démocratique. Ce modèle a été élaboré à l'époque de la Commission Castonguay-Nepveu. Il est important de se rappeler le contexte. On était à l'époque de la guerre à la pauvreté aux États-Unis, lancée par le gouvernement américain et reprise surtout par les Églises. Ce qui s'est passé à Montréal, en particulier à l'initiative de ce qui s'appelait alors le Conseil des oeuvres, était un reflet de ce qui s'était produit auparavant aux États-Unis. Les comités de citoyens, c'était une imitation de ce qui se faisait déjà aux États-Unis, ce qui a conduit à une remise en question importante chez les travailleurs sociaux.

Par ailleurs, les années 1960, c'est aussi l'époque de la décolonisation, ce qui va donner lieu à des mouvements nouveaux. En France, c'est le père Lebreton d'Économie et Humanisme qui lance l'idée de développement avec participation. Chez les Anglo-

* Le sociologue Gérald Fortin a été un des théoriciens les plus importants du mouvement de participation au Québec. Pendant de nombreuses années, il a été fréquemment consulté autant par les organismes gouvernementaux que par les groupes populaires. Il est aujourd'hui professeur émérite à l'Institut national de la recherche scientifique (Université du Québec).

Saxons, c'est le *community development* qui est aussi une forme d'autodéveloppement, dans laquelle s'implique beaucoup l'anthropologie dite appliquée.

Tout cela allait dans le sens même d'une prise en main du développement par les gens eux-mêmes, et non par les experts. Il faut encore ajouter un troisième apport, celui des socialistes de l'Ouest canadien, et surtout de la Saskatchewan. Au début des années 1960, leur influence était très grande au sein du gouvernement fédéral. Ils sont à l'origine de la Loi sur l'aménagement rural et le développement agricole (ARDA). Pour la première fois, on a parlé de participation dans un document officiel.

J.-T. G. : C'est cette loi qui a permis au gouvernement québécois de créer le Bureau d'aménagement de l'Est du Québec, le fameux BAEQ?

G. F : Oui. Mais la première influence sur le BAEQ a été celle du père Lebreux. On y concevait l'élaboration d'un plan de développement directement par la population. Ensuite, l'influence des Américains et du *community development* est venue s'y ajouter. Mais toute cette expérimentation était rendue possible grâce aux socialistes de l'Ouest qui avaient inclus la participation dans leur projet de loi.

J.-T. G. : Quel a été l'apport du BAEQ?

G. F : Il y a eu deux choses. La première, c'est que le BAEQ a réussi à faire participer les citoyens à l'action et à la pensée des technocrates, les technocrates étant alors des chercheurs. C'est une première invention du BAEQ, avec ses innombrables comités d'aménagement.

Mais ce qui était aussi caractéristique du BAEQ, c'est que tout ce processus de participation se situait à l'intérieur de la machine du BAEQ, et que ça excluait les maires, les députés, et tous les élus. C'était une sorte de structure parallèle, technocratique et qui est rapidement devenue consultative. C'est-à-dire que, rapidement, ce n'était plus la population elle-même qui faisait le plan.

Deuxièmement, je pense que le BAEQ a surtout permis une réflexion approfondie sur la participation. On y changeait de définition à peu près tous les quatre mois, surtout chez ceux qui travaillaient en animation. Cette réflexion a exercé une grande influence ultérieurement.

J.-T. G. : Le BAEQ, c'était situé en Gaspésie. Comment cela a-t-il pu influencer ce qui se passait à Montréal, dans les comités de citoyens, dont vous parliez tout à l'heure?

G. F. : C'est qu'il est passé beaucoup de monde au BAEQ, y compris des gens de la revue Parti pris, et beaucoup de ces personnes sont retournées à Montréal ou ailleurs au Québec et ont influencé ce qui s'est déroulé par la suite.

J.-T. G. : Oui, mais plusieurs ont contesté la participation.

G. F. : C'est vrai. Mais ils sont quand même restés très proches de l'esprit qui consistait à donner du pouvoir à ceux qui n'en avaient pas. Ils contestaient l'État technocratique, et avec raison. Car il ne faut pas oublier qu'au début des années 1960 l'État apparaissait comme la planche de salut pour les Québécois, comme le moyen de sortir de la grande noirceur. Il fallait absolument renforcer l'État, lui confier de plus en plus de tâches, le rationaliser. Cela a donné l'ère des grands commis de l'État qui voulaient définir les orientations du Québec indépendamment même des politiciens.

J.-T. G. : C'est-à-dire la technocratie?

G. F. : La technocratie n'a jamais été aussi forte au Québec que pendant cette période-là. Mais on continuait à parler de participation surtout dans des domaines tels que le logement, la rénovation urbaine, etc. Les citoyens voulaient avoir leur mot à dire et se manifestaient alors ceux qu'on appelait les experts du peuple, qui s'opposaient aux experts technocrates. On essayait de légitimer la participation des gens dans un programme en se fondant sur le fait qu'ils connaissent le problème aussi bien sinon mieux que les technocrates. Mais c'est alors une participation portant sur les moyens, et non pas sur les fins. Par exemple, à la Petite Bourgogne, à Montréal, on n'a pas demandé aux gens s'ils aimaient mieux tel genre de maisons plutôt que tel autre ; mais on les consultait pour savoir s'ils aimaient mieux un mur de briques rouges ou un mur de planches.

Ces constatations m'ont conduit à élaborer un modèle qui distingue deux sortes de rationalité : la rationalité des moyens et la rationalité des fins. Pendant les époques de crise, il y a une réflexion sur les fins et un choix des fins. Ce qui complique les choses, c'est que, depuis le XIXe siècle, on tend à faire de la rationalité une valeur. En même temps, on a inventé la démocratie, qui devint un mot à la mode avec la révolution industrielle. Ces deux valeurs sont presque en contradiction.

J.-T. G. : Rationalité et démocratie ?

G. F. : Oui, si on veut être rationnel, on va tenter d'être efficace et rapide. Si on est démocratique, on va prendre le temps de discuter, on va perdre beaucoup de temps.

J.-T. G. : Alors vous croyez que la société bureaucratique est plus efficace qu'une société démocratique?

G. F. : Bureaucratique non, mais technocratique oui. Mais même si c'est inefficace, la démocratie est un droit. On doit exiger de pouvoir discuter sur les fins. C'est un droit du citoyen, attaché au statut de citoyen et non pas à un autre statut. C'est pourquoi je n'aime pas beaucoup la participation des usagers, qui m'apparaît comme une dénaturation des droits des citoyens.

Cette réflexion sur la distinction entre les fins et les moyens, jointe à des études que j'ai réalisées sur les conseils régionaux de développement, m'a conduit à cette idée de société démocratique de participation. J'ai développé cette idée dans l'annexe 25 du rapport de la Commission Castonguay-Nepveu, et aussi dans un article pour la revue de François Perroux, *Économies et sociétés* *. L'idée de participation dans ce modèle, c'est une consultation sur les fins avec tous les groupes, organisés et non organisés.

J.-T. G. : La participation, c'est donc une consultation ?

G. F. : Oui, car la décision finale reste quand même entre les mains des élus. Mais cela suppose aussi une décentralisation aux différents paliers de gouvernement. Cela suppose, par exemple, qu'un CLSC ne dépende pas directement du ministère, mais dépende du gouvernement local. Le gouvernement central assume surtout des fonctions de coordination. Bien sûr, c'est une société qui n'a jamais existé!

J.-T. G. : Vous faisiez à l'époque trois scénarios pour le Québec : société de classes, société techno-bureaucratique et société de participation. Comment caractériseriez-vous aujourd'hui la société québécoise par rapport à ces trois scénarios ?

G. F. : C'est un mélange de société de classes et de société technocratique. Si on prend par exemple les CLSC, leurs conseils d'administration devaient être majoritairement composés de clients et avoir beaucoup de pouvoirs. En pratique, la majorité des clients, des citoyens, a sauté. Et c'est devenu presque dès le départ une organisation professionnelle et technocratique. C'était pour moi le premier test de cette société de participation, dans la mise en place de la réforme du secteur des affaires sociales.

J.-T. G. : Ce test a échoué?

* Voir la bibliographie à la fin de l'ouvrage.

G. F. : Il a échoué. Il a tué la participation.

J.-T. G. : Pourquoi ?

G. F. : Beaucoup à cause des groupes de pression professionnels : travailleurs sociaux, médecins. Déjà au moment où l'on préparait le rapport, on avait beaucoup de problèmes avec eux, notamment avec les travailleurs sociaux qui voulaient en profiter pour devenir une profession honorable.

J.-T. G. : Aujourd'hui diriez-vous qu'on est plus éloigné ou plus rapproché qu'il y a 25 ans de la société démocratique de participation que vous appeliez de vos vœux ?

G. F. : je crois qu'on en est peut-être plus proche aujourd'hui.

J.-T. G. : Ah bon! Pourquoi ?

G. F. : Ce n'est pas venu de l'État, mais des citoyens qui se sont organisés. Je pense qu'il y a quand même une certaine prise en main par les groupes. Ce n'est pas nouveau. Mais c'est peut-être plus accentué actuellement, il y a peut-être plus de citoyens aujourd'hui qui décident des choses, non seulement des moyens, mais qui décident aussi des objectifs. La multiplication des associations de toutes sortes, différentes de ce qu'on avait prévu évidemment, m'apparaît intéressante.

J.-T. G. : À l'extérieur de l'État ou en liaison avec l'État.

Car il faut peut-être rappeler que vous avez toujours distingué entre ce qui se passait au sein de l'État et en dehors de l'État. Vous avez même toujours accordé plus d'importance à ce que vous appeliez le «spontané».

G. F. : Oui, mais de toute façon le spontané finit toujours par s'organiser ou se faire organiser. Ce que je trouve intéressant actuellement, c'est que les gens essaient de résoudre leurs problèmes, où qu'ils soient. Ils s'organisent, créent des groupes d'entraide, etc. Mais l'État doit aussi entrer en ligne de compte, car si chacun décidait de son côté, ce serait le chaos. L'État reste toujours nécessaire comme agent de coordination. Quand je pense « État », je pense plus à une coordination qui vise à éviter les contradictions.

J.-T. G. : On aborde peut-être ici l'aspect le plus utopique de votre modèle, car on a rarement vu un État se contenter de coordonner. Ce serait une sorte de fédération de groupes ?

G. F. : Avec un système très décentralisé et complet dans tous les secteurs, l'État n'a plus qu'à coordonner.

J.-T. G. : Mais revenons à votre affirmation selon laquelle la société actuelle se rapproche de la société de participation. Quelle sorte de groupes, d'organismes vous fait conclure cela ?

G. F. : Toutes les sortes de groupes. Le nombre de groupes s'est multiplié. Avant les années 1960, on avait un monopole qui était l'Église. L'État est intervenu et a remplacé l'Église dans les secteurs des loisirs, de la santé, de l'école. Pendant un certain temps, on a eu un monopole qui a remplacé un autre monopole. Aujourd'hui, ce nouveau monopole est en train d'être remis en question par les groupes.

J.-T. G. : Le projet de participation démocratique aura donc dans un premier temps été tué dans l'œuf par l'État sous la pression des groupes professionnels. Mais aujourd'hui ce projet serait de nouveau sur la sellette. C'est ce que vous semblez conclure. On ne prévoyait pas à l'époque l'impact aussi négatif des professionnels.

G. F. : En fait, au moment des travaux de la Commission Castonguay-Nepveu, on pouvait déjà le prévoir. Les travailleurs sociaux, par exemple, souhaitaient utiliser la réforme pour leur pouvoir professionnel.

J.-T.G. : Comment situez-vous cette utopie de la participation par rapport à ce qui semble devenir la nouvelle utopie actuelle, à la suite de ce qui se passe dans les pays de l'Est : le modèle de la démocratie représentative qui revient comme idéal, alors que, pour ceux qui favorisaient la participation, c'était précisément un modèle un peu méprisé et considéré comme très insuffisant, qu'il fallait, précisément, compléter, voire remplacer par la participation ?

G. F. : C'est que, dans les pays de l'Est, on avait affaire à des technocraties presque à l'état pur, sans aucune participation, ce qui fait que la démocratie représentative est déjà une grande amélioration. Une chandelle, c'est mieux que la noirceur complète.

J.-T. G. : Alors vous croyez que l'on se dirige peut-être vers un État beaucoup moins présent dans la société ? Au profit de quoi cela se produit-il ? Seriez-vous devenu néolibéral ?

G. F. : Non! Car, dans ma tête, l'État fort se situerait au niveau local il est beaucoup plus facile de contrôler son conseiller municipal que son député. Par exemple, les CLSC relèveraient de la municipalité, ou de la municipalité régionale de

comté (MRC). Cela avait d'ailleurs été prévu à un moment donné, sous le gouvernement du Parti québécois.

J.-T. G. : Pour vous, est-ce que la prise du pouvoir par le Parti québécois a constitué un pas en avant vers une société plus participationniste ?

G. F. : Non, ceux qui ont été élus étaient des professionnels ou des technocrates.

J.-T. G. : Oui, mais quand quelqu'un est élu, est-ce qu'il est toujours technocrate ? Qu'est-ce qui définit le technocrate, sa personnalité ou son statut ?

G. F. : Il est vrai que lorsqu'il est élu, il peut légitimement prendre des décisions. Mais il conserve son mode de pensée et il aura tendance plus que les autres à consulter d'autres techniciens plutôt que la population.

J.-T. G. : Mais s'il consulte trop les techniciens et que la population n'est pas d'accord, elle peut toujours ne pas le réélire.

G. F. : Si ce sont de bons technocrates, ils vont avoir compris comment manipuler la population.

J.-T. G. : Est-ce qu'un démocrate aussi ne manipule pas souvent la population ?

G. F. : Non, un démocrate, il convainc.